

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 800<sup>e</sup>  
SÉANCE

Vendredi 5 octobre 1962,  
à 15 h 10

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Page
Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]	
Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)	
Développement économique des pays sous-développés (suite):	
a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;	
b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;	
c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;	
d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général;	
e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;	
f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales	
Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (suite)	
Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)	
Déclaration du Caire des pays en voie de développement (suite)	
Discussion générale (suite) . . . . .	25

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

## POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/ 5203] [suite]

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/ 5194, E/ 3613, E/ 3613/Add.1, E/ 3613/Add.2 et 3, E/ 3658, E/ 3664, E/ 3674) [suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/ 5220) [suite]

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5195);
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/ 3654);
- c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (E/ 3600/ Rev.1, E/ 3656, E/ 3656/Add.1);
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/ 3628, E/ 3629, E/ 3661, E/ 3668);
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/ 3603);
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/ 5196, E/ 3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/ 5221, A/C.2/L.645, E/ 3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/ 5221, E/ 3447, E/ 3644, E/ CN.13/ 43, E/ CN.13/ 45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/ 4905, A/ 5060, A/ 5225, A/ AC.97/ 5/ Rev.2, E/ 3511, E/ L.914, E/ L.915, E/ L.918, E/ L.919, E/ SR.1177 à 1179, E/ SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/ 5162) [suite]

## DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. POPOVIC (Yougoslavie) passe en revue plusieurs faits récents qui sont appelés à influencer sur le rôle que l'ONU et les organismes apparentés doivent jouer dans l'avenir: la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale proclamant la Décennie des Nations Unies pour le développement, la Conférence sur les problèmes de développement économique qui s'est tenue au Caire, la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social relative à la convocation d'une Conférence internationale des Nations Unies sur le commerce et le développement, les conclusions de la dernière réunion des Gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale favorisant l'octroi aux pays en voie de développement d'une assistance multilatérale accrue, la dix-neuvième session du GATT et l'extension des activités du Fonds spécial aux projets de préinvestissement.

2. Parmi ces faits, qui touchent directement aux problèmes des pays en voie de développement, la Conférence du Caire revêt une importance particulière, non seulement parce que c'était la première fois

que les représentants des pays participants se réunissent, mais aussi parce qu'ils ont adopté une déclaration (A/5162) qui expose leurs problèmes et présente des propositions concrètes en vue de leur solution. Son importance a d'ailleurs été reconnue par l'Assemblée générale, puisqu'elle a décidé de réserver à cette déclaration une place distincte dans son ordre du jour.

3. La Déclaration du Caire des pays en voie de développement, après avoir constaté que la plus grande partie de l'humanité vit dans la misère, et après avoir analysé les causes de cet état de choses, souligne que les termes de l'échange continuent d'être défavorables aux pays en voie de développement et que cette situation risque de s'aggraver du fait de l'importance croissante que prennent les groupements économiques fermés. Les représentants des pays réunis au Caire ont invité les pays avancés à prendre des mesures positives pour supprimer la disparité dangereuse qui existe entre les régions développées et sous-développées du monde. Le moment est venu de passer à l'action.

4. Quel est le principal obstacle à cette action? C'est avant tout l'attitude des pays avancés, qui ne sont prêts ni à ouvrir plus largement leurs marchés aux produits des pays en voie de développement, ni à coopérer à un programme de stabilisation des prix des produits de base, ni à adapter leurs industries de manière à accélérer le développement industriel des pays moins développés, alors qu'un changement d'attitude servirait non seulement la cause des pays en voie de développement, mais aussi l'économie mondiale dans son ensemble.

5. L'expérience montre que certains pays industrialisés ne voient pas sans méfiance les pays en voie de développement se réunir et se consulter. Cette réaction est un vestige de l'époque révolue où le sort des pays en voie de développement était tranché par d'autres pays. Mais des réunions comme celle du Caire n'ont en aucune façon le caractère d'une conspiration et elles n'ont pas davantage pour objet de former un nouveau groupement économique qui viendrait ajouter encore à l'atmosphère de guerre froide qui empoisonne les relations internationales. Les pays en voie de développement adoptent au contraire une attitude réaliste et constructive. Loin de répudier l'aide dont ils ont déjà bénéficié, ils ne demandent qu'à développer des arrangements bilatéraux et multilatéraux d'assistance, pourvu qu'il y soit tenu compte de la nécessité d'industrialiser leur économie, que l'assistance ne soit pas assortie de conditions politiques ou militaires et qu'elle soit accordée à long terme et à un faible taux d'intérêt. En un mot, les pays en voie de développement recherchent une coopération fondée sur l'intérêt mutuel, et c'est pourquoi ils se prononcent en faveur de la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dès le début de 1963.

6. On a demandé pourquoi cette conférence devait avoir lieu à une date si rapprochée. Il est bon, pour répondre à cette question, d'examiner brièvement l'évolution des pays en voie de développement. L'histoire montre que les régions où ils se trouvent ont été entièrement à la merci des pays industrialisés; ce sont ces derniers qui ont déterminé, et dans leur propre intérêt, le rythme de la croissance des régions sous-développées ainsi que la nature et les conditions de leurs échanges commerciaux. Il en est résulté une situation non pas d'interdépendance, mais de dépen-

dance totale. Aujourd'hui encore, les pays en voie de développement, malgré l'amélioration de leur situation, continuent de progresser à un rythme beaucoup plus lent que les pays riches.

7. Cette situation alarmante est décrite clairement dans nombre de documents et, en particulier, dans le rapport de la Commission du commerce international des produits de base sur les travaux de sa dixième session (E/3644). Les auteurs de ce rapport, en examinant les tendances qui se sont manifestées au cours de la décennie précédente, constatent par exemple que la part des pays en voie de développement dans le commerce international est de plus en plus réduite et que les recettes provenant de l'exportation de leurs produits de base ont diminué dans de telles proportions que le pouvoir d'achat d'une unité de produits primaires entrant dans le commerce international exprimée en articles manufacturés est inférieur de 30 p. 100 en 1961 à ce qu'il était en 1951. Cette situation a encore empiré en raison du développement de marchés fermés dont les pratiques discriminatoires risquent de perpétuer la division économique du monde et de compromettre sérieusement l'avenir économique des pays en voie de développement.

8. Sans doute, pour ne citer qu'un exemple, les mesures de protectionnisme agricole ne sont-elles pas une innovation, mais la Communauté économique européenne, dans son accord sur une politique agricole commune, a adopté quelques dispositions nouvelles qui auront un effet prohibitif sur les importations en provenance de marchés tiers. Si cette politique est maintenue, elle contribuera à aggraver les tendances négatives à long terme qui existent dans l'économie mondiale, à compromettre le développement d'économies nationales indépendantes et à faire obstacle aux efforts tendant à assurer une meilleure intégration de l'économie mondiale. C'est pourquoi on peut attendre de la Conférence qui aura lieu au début de 1963 qu'elle renverse une tendance néfaste tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Car on peut dire que dans tous les pays en voie de développement les problèmes économiques internes sont de nature analogue, étant donné qu'ils ont les mêmes causes historiques: ce sont essentiellement des problèmes résultant du manque de capitaux, de main-d'œuvre qualifiée, de personnel technique et de direction, toutes déficiences qui ne peuvent être corrigées qu'au prix de longs efforts et de lourds sacrifices.

9. Au cours des 10 dernières années, l'industrialisation de la Yougoslavie s'est poursuivie à un rythme accéléré. Pendant cette période, la part des produits industriels dans le produit national brut est passée de 33 p. 100 en 1950 à 46 p. 100 en 1960, et le taux de croissance économique a été de 9 p. 100 par an en moyenne. Ces résultats ont pu être atteints grâce à une profonde transformation sociale et à l'application du système de l'économie planifiée. Le ralentissement du rythme d'expansion de la production nationale enregistré en 1961 n'est qu'un phénomène temporaire. Après avoir dépassé la première étape de l'industrialisation, la Yougoslavie doit maintenant participer plus activement à la division internationale du travail, ce qui nécessite une réforme importante de tout son système économique et tout particulièrement en ce qui concerne les devises et le commerce extérieur. Consciente des difficultés qu'elle aurait à surmonter, mais convaincue que le progrès économique ne peut être réalisé dans l'isolement, elle a commencé à libéraliser son commerce extérieur et

à renforcer ses liens avec l'économie mondiale. En poursuivant cette politique, la Yougoslavie ne devrait pas rencontrer d'obstacles venant de l'étranger; au contraire, elle est en droit d'espérer aide et assistance.

10. Il est vrai qu'il n'y a pas de méthode universellement acceptable pour résoudre les difficultés des pays en voie de développement, car, outre les problèmes communs, chaque pays connaît des problèmes socio-économiques qui lui sont propres et qu'il doit résoudre par ses propres méthodes. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devra toutefois se préoccuper avant tout de l'aspect international du développement. Elle devra adresser un appel aux pays industrialisés pour qu'ils examinent les objectifs et les conséquences de leur assistance économique à la lumière des principes des Nations Unies, qui ont pour objet de réaliser des niveaux de vie élevés, le plein emploi et des conditions propices au progrès économique et social. La Conférence devra provoquer un changement d'attitude en attirant l'attention du monde sur les avantages d'un commerce libéralisé et d'une coopération économique mondiale, et elle doit faire des propositions concrètes à ce sujet.

11. Il est indéniable que les pays en voie de développement reçoivent actuellement une aide internationale. Cependant, la perte due à la baisse des prix des produits primaires est supérieure à l'aide qu'ils reçoivent. L'assistance internationale financière et technique accompagnée d'une stabilisation des prix constituent d'importants moyens pour accélérer leur développement économique. Cette assistance doit être non seulement plus importante, mais aussi de nature différente. On a signalé bien souvent le danger de l'aide bilatérale soumise à des influences politiques. Les Nations Unies devraient mettre des fonds plus importants à la disposition des pays en voie de développement, et le meilleur moyen d'y parvenir serait de créer le SUNFED. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement aura aussi à examiner ce problème.

12. S'il est vrai que la Banque mondiale et l'Association internationale de développement jouent un rôle important en matière de financement international, la situation des pays en voie de développement est cependant telle qu'elle exige des prêts à long terme et à faible intérêt. Il serait illogique que seule l'ONU n'ait ni la possibilité ni le droit de prendre des mesures directes et pratiques dans le domaine du financement international. En ce qui concerne les prêts de la Banque, la délégation yougoslave estime que la plus grande partie de ces prêts devraient servir au financement de l'industrie. En effet, l'industrie favorise la formation de capital et fournit en même temps le moyen le plus efficace d'utiliser le capital en vue d'une croissance accélérée. Il faut évidemment espérer des réalisations dans le domaine du désarmement, car on pourrait trouver une formule permettant d'employer les ressources ainsi libérées pour accélérer le développement des pays le moins avancés. Pour l'instant, il importe toutefois d'adapter les organismes internationaux, y compris le Conseil économique et social, à la situation actuelle et d'augmenter les moyens financiers dont ils disposent, afin de résoudre rapidement les problèmes économiques.

13. Il y a lieu de mentionner également les mesures qui s'opposent aux échanges internationaux de marchandises et à la coopération économique fondée sur l'égalité. Pour ériger ces barrières, on invoque des arguments tels que la sécurité nationale, l'autarcie nationale, la protection de l'industrie nationale, la nécessité d'accroître les réserves et même des arguments de nature idéologique. Ces politiques causent des pertes matérielles aux pays intéressés et compromettent sérieusement la stabilisation des relations internationales en général. Tous ceux qui souhaitent le progrès économique mondial doivent s'efforcer d'éliminer ces pratiques commerciales discriminatoires.

14. Pour assurer le succès de la Décennie des Nations Unies pour le développement, il faudrait donner aux pays en voie de développement la possibilité d'accroître leurs exportations sur le marché mondial. Malheureusement, les perspectives d'expansion des exportations sont de moins en moins encourageantes en raison de la tendance à renforcer certains marchés fermés. Le moment est venu pour les pays très développés de se rendre compte qu'il est dans leur intérêt propre de créer des conditions favorables au commerce avec les pays moins développés et de ne pas s'isoler dans un puissant cartel international.

15. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devra donc étudier de très près les relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement à la lumière des tendances historiques actuelles. Dans sa déclaration (795ème séance), le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a souligné le rôle important que peut jouer la Conférence à cet égard. Il faudrait que la discussion générale de la Commission serve de base et de guide aux experts chargés d'établir l'ordre du jour de la Conférence. La délégation yougoslave est convaincue que la solution du problème que posent les relations économiques internationales contribuera à la solution des problèmes politiques mondiaux. A cet effet, ce problème doit être abordé à l'échelon mondial, et les organisations telles que les institutions spécialisées, le GATT et les commissions économiques régionales devront prendre des mesures pour établir un système mondial des échanges répondant aux besoins des pays en voie de développement. La délégation yougoslave a l'intention de présenter ultérieurement des propositions concrètes à ce sujet.

16. Les pays en voie de développement peuvent contribuer à l'expansion du commerce international en donnant suite aux propositions énoncées à la Conférence du Caire, qui ont pour objet de développer le commerce et la coopération économique entre ces pays ainsi qu'entre les pays peu développés et les pays développés. La Conférence qui va se réunir ne sera qu'un premier pas vers la solution des problèmes de développement économique. Ces problèmes n'ont jamais été faciles à résoudre, mais ils sont actuellement plus complexes du fait de la guerre froide et de la course aux armements. L'émancipation d'un grand nombre de pays a marqué un grand progrès sur la scène politique. Il faut s'efforcer d'atteindre les mêmes résultats dans le domaine économique afin d'éliminer la pauvreté et d'assurer le progrès et la prospérité de tous les peuples.

La séance est levée à 16 heures.